

DEPARTEMENT DE L'ISERE

LES DEUX ALPES
COMMUNE DELEGUEE DE MONT-DE-LANS

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



05.7. ANNEXE 7 : INSTAURATION DU
PERMIS DE DEMOLIR

PLU Initial approuvé le 25 octobre 2016

Modification simplifiée n°1 approuvée le 10 avril 2017

Modification simplifiée n°2 approuvée le 28 mai 2018

Modification simplifiée n°3 approuvée le 23 mai 2021

Modification de droit commun n°1 approuvée le 14 février 2022

Modification simplifiée n°4 approuvée le 27 février 2023

Modification de droit commun n°2
approuvée le

Le Maire :

Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement

SARL Alpicité

Av. de la Clapière – 1 Résidence de la Croisée
des Chemins – 05200 Embrun

Tel : 04.92.46.51.80 / Mail : contact@alpicite.fr
www.alpicite.fr

**Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES**

DELIBERATION N° 2021-053

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 20 avril 2021

L'an deux mille vingt et un, le 20 avril à 18h,

Conformément à la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise, le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 16 avril 2021, a tenu une réunion en session ordinaire à la mairie, en présentiel et à distance, par visioconférence, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents en séance : Christophe AUBERT, maire,
Éric GRAVIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, Françoise MOREAU, adjoints
Pierre BALME, maire délégué Venosc, Marie-Hélène COING, maire délégué de Mont de Lans
Laurent GIRAUD, Jean-Luc BISI, Anne MILLET, Enrica TASSO, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT,

Jocelyne MARTIN, Delphine VAZEUX, conseillers municipaux.

Etaient présents en visioconférence Agnès ARGENTIER, adjointe, Paul VAN LEEUWEN, Pascal ESPITALLIER, conseillers municipaux.

Etaient absents ou excusés : Camille DURDAN, André GARDEN, Stéphanie DEBOUT

Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Ugo MOUNIER donne pouvoir à Marie-Hélène COING

Angélique AGUILAR donne pouvoir à Jocelyne MARTIN

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mmes Marie-Hélène COING et Cécile NEYRAUD ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'elles ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : URBANISME – 2.1 – Documents d'urbanisme

OBJET : Instauration du permis de démolir sur le territoire de la commune

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles R*421-26 à R*421-29,

VU la délibération n°2016-93 du 25 octobre 2016 de la commune déléguée de Mont de Lans approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

VU la délibération n°2017-86 du 10 avril 2017 de la commune déléguée de Mont de Lans approuvant la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme,

VU la délibération n°2018-117 du 28 mai 2018 de la commune déléguée de Mont de Lans approuvant la modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme,

VU la délibération n°2021-042 du 23 mars 2021 de la commune déléguée de Mont de Lans approuvant la modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme,

VU la délibération n°2011-50 du 30 mai 2011 de la commune déléguée de Venosc approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération n°2013-79 du 9 décembre 2013 de la commune déléguée de Venosc approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération n°2016-59 du 5 août 2016 de la commune déléguée de Venosc approuvant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération n°2018-118 du 28 mai 2018 de la commune déléguée de Venosc approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle qu'à ce jour les constructions à démolir ne sont pas systématiquement soumises à un permis de démolir puisqu'aucune délibération n'a instauré ce principe ni sur la commune nouvelle, ni sur les deux anciennes communes historiques. Or la commune est dotée d'un patrimoine bâti historique qu'il faut essayer de préserver.

L'article R421-27 du Code de l'Urbanisme précise que « *Doivent être précédés d'un permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans une commune ou une partie de commune où le conseil municipal a décidé d'instituer le permis de démolir* ».

L'article R421-29 stipule que sont dispensées de permis de démolir :

- a) *Les démolitions de constructions soumises à des règles de protection du secret de la défense nationale ;*
- b) *Les démolitions effectuées en application du code de la construction et de l'habitation sur un bâtiment menaçant ruine ou en application du code de la santé publique sur un immeuble insalubre ;*
- c) *Les démolitions effectuées en application d'une décision de justice devenue définitive ;*
- d) *Les démolitions de bâtiments frappés de servitude de reculement en exécution de plans d'alignement approuvés en application du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de la voirie routière ;*
- e) *Les démolitions de lignes électriques et de canalisations ;*
- f) *Les démolitions de constructions réalisées dans le cadre d'une opération qualifiée d'opération sensible intéressant la défense nationale en application de l'article L. 2391-1 du code de la défense. »*

Afin d'avoir une meilleure connaissance du patrimoine bâti et permettre sa préservation, il est proposé au conseil municipal d'instaurer le Permis de Démolir sur l'ensemble du territoire de la commune nouvelle Les Deux Alpes conformément aux dispositions de l'article R.421-27 du Code de l'Urbanisme.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à chaque conseiller présent en séance et à distance de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des membres présents en séance et en visioconférence :

- **DECIDE** d'instaurer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire de la commune,

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT

